

« Avant Macron, la France dérivait. Avec lui, elle coule »

Grand entretien avec Nicolas Baverez, historien et économiste

Jean-Baptiste Roques

-

7 janvier 2026

L'essayiste n'a pas de mots assez acérés pour déplorer la faillite des années Macron. Le principe du « en même temps » a installé la France dans le mensonge en la coupant des réalités économiques, financières et géopolitiques. Mais le redressement est encore possible. La solution, c'est de faire l'inverse de ce qui est fait depuis huit ans.

Causeur. Depuis que Sébastien Lecornu est à Matignon, les arbitrages budgétaires de la nation sont davantage entre les mains du Parlement que de l'exécutif. Dès lors, on ne peut plus dire que la politique économique soit celle d'Emmanuel Macron. Un chapitre se referme, qui aura duré plus de huit ans. Quel bilan en tirez-vous ? Le président a-t-il identifié les bons défis ? Employé les bonnes méthodes pour réformer ? Proposé les mesures adéquates ?

Nicolas Baverez. Le macronisme en tant que mouvement politique est mort, mais il se survit dans l'occupation des postes. Sébastien Lecornu est l'instrument de la volonté d'Emmanuel Macron qui consiste à durer et rester au pouvoir jusqu'en 2027, quel qu'en soit le prix pour la France, ses institutions, son économie et sa démocratie.

La V^e République, taillée pour affronter les crises, a été corrompue. Le président concentre tous les pouvoirs mais n'en exerce aucun, multipliant les annonces dans le vide, à l'image du lancement d'un nouveau porte-avions sans aucun financement.

Le Premier ministre n'est plus une fonction, mais une fiction. Le gouvernement a renoncé à conduire la politique de la nation et à mettre en œuvre les compétences que lui donne la Constitution – engagement de sa responsabilité ou ordonnances – pour se soumettre à l'anarchie parlementaire. L'Assemblée, livrée au chaos, se révèle aussi incapable de voter la loi et le budget que d'animer un débat public responsable. La recherche d'un pseudo-compromis se réduit à la reconduction d'un modèle mortifère et déconnecté de toute réalité : taxer plus pour dépenser et s'endetter plus.

Donc, vous pensez toujours que la France tombe ?

La paralysie de l'État transforme le lent déclin engagé depuis le début des années 1980 en chute libre. L'effondrement est d'abord démographique : en 2025, pour la première fois depuis 1945, notre pays comptera plus de décès que de naissances, l'augmentation de la population n'étant plus assurée que par l'immigration qui soulève d'importantes difficultés d'intégration. La croissance est limitée à 1 % pour un déficit public de 5,4 % du PIB et n'est plus soutenue que par la consommation. La productivité et la compétitivité sont sinistrées, avec pour conséquence un déficit commercial de 3 % du PIB et un recul des parts de marché des exportations à 2 % dans le monde et 12 % dans la zone euro. Le chômage remonte vers 8 % de la population active. La pauvreté gagne, touchant 9,5 millions de Français tandis que 650 000 personnes basculent chaque année dans la précarité. La France a régressé depuis 1980 pour la richesse par habitant du 10^e au 26^e rang mondial et se situe désormais 15 % en dessous de l'Allemagne et 52 % en dessous des États-Unis. Et ce alors que les transferts sociaux culminent à 34 % du PIB.

Mais est-ce la faute d'Emmanuel Macron ?

Avant Emmanuel Macron, la France dérivait dangereusement. Avec Emmanuel Macron, coule. En atteste la faillite de l'État avec

la perte de tout contrôle des dépenses et des finances publiques. La dette atteint 3 482 milliards d'euros, soit 117,4 % du PIB. Elle est insoutenable tant budgétairement – puisque son service dépassera 100 milliards d'euros à partir de 2028 – qu'économiquement, puisque les taux d'intérêt (3,6 %) sont très supérieurs à la croissance nominale (2,3 %). Si l'on ajoute à la dette les engagements de l'État au titre des retraites, qui s'élèvent à 12 500 milliards d'euros, l'exposition financière réelle de l'État atteint 530 % du PIB !

Emmanuel Macron laisse donc une France devenue l'homme malade de l'Europe, qui va droit à une crise financière majeure, comparable à celle de l'Italie en 2011. Avec à la clé sa mise sous tutelle par nos partenaires européens, la BCE et le FMI, qui ne manquera pas d'entraîner de graves violences politiques et sociales.

Pour défendre la politique du chef de l'État en faveur de l'activité, les macronistes parlent de « politique de l'offre », de « flat tax », de « Choose France » et de « France 2030 ». S'agit-il de gadgets de communication ou d'un véritable virage en faveur de l'entreprise et de l'industrie ?

Les pseudo-réformes d'Emmanuel Macron n'ont pas effectué un virage, mais créé un mirage. Les mots n'ont cessé de jurer avec les choses et les paroles de divorcer des actes. La politique de l'offre est restée virtuelle, puisqu'il n'y a jamais eu de déplacement du partage de la valeur ajoutée en faveur de l'investissement et de l'innovation, contrairement aux années 1960 où la formation de capital atteignait 25 % du PIB. Les baisses d'impôts sont fictives puisque les recettes publiques sont à un niveau record de 52 % du PIB. En guise de réindustrialisation, on enregistre plus de fermetures que d'ouvertures de sites manufacturiers. Sous les satisfecit autour du retour au plein emploi pointe la résistance du chômage de masse. La célébration du service public accompagne l'effondrement de l'éducation et de la santé. Les postures martiales à propos de l'économie de guerre masquent les

cascades d'annulation de commandes adressées aux industriels de l'armement faute de crédits de paiement. L'insistance sur le désendettement va de pair avec l'accumulation de 1 300 milliards d'emprunts supplémentaires depuis 2017. À défaut de réformer le modèle économique et social français que chacun sait insoutenable, Emmanuel Macron a donc installé la vie politique française dans un grand mensonge, la coupant des réalités économiques, financières et géopolitiques.

D'après l'Insee, la France ne produit en 2015 que 36 % des biens industriels consommés par les ménages sur son territoire. Dix ans après, la barre a-t-elle été redressée ?

Non, le modèle de la décroissance à crédit s'est emballé. L'économie française n'est tirée que par la consommation, financée par la dette publique, tandis que l'investissement stagne et que les exportations régressent. La production est sinistrée, à l'image de la construction ramenée à son niveau de 1952 ou de l'automobile revenue à son étiage du début des années 1960. Des filières entières s'effondrent, comme l'agriculture, la sidérurgie, la chimie ou le textile. Notre appareil de production est sous-compétitif en raison de l'insuffisance du travail, de l'investissement et de l'innovation. Dans une économie de la connaissance où le capital humain est déterminant, la France n'affiche que 664 heures travaillées par personne et par an contre 715 en Espagne, 720 au Royaume-Uni, 729 en Allemagne, 767 en Italie, 825 aux États-Unis, tandis que la productivité a diminué de 6 % depuis 2019. La fonte de la production s'accélère depuis la dissolution de 2024. L'incertitude politique et la frénésie fiscale (53 milliards d'impôts supplémentaires sur les entreprises votés par l'Assemblée à l'occasion de l'examen du projet de budget pour 2026, après 30 milliards en 2025) ont en effet déclenché un puissant exode des entrepreneurs et des chercheurs, des capitaux et des entreprises, à l'image de la délocalisation de Criteo aux États-Unis ou de la cotation à Wall Street de *Total Energies*. L'euthanasie de la production et des entreprises n'est pas seulement une catastrophe économique,

mais un désastre stratégique car notre pays dépend désormais en quasi-totalité de la Chine pour la fourniture des biens essentiels et des États-Unis pour la technologie. Or la pandémie de Covid, puis la guerre en Ukraine ont souligné les risques élevés qui résultent de cette perte de souveraineté.

Vous êtes l'intellectuel qui alerte le plus sur l'addiction des Français à la dépense publique et leur allergie à l'effort. Sur ce point Macron est d'accord avec vous. N'est-ce pas une mission impossible que de faire renoncer nos concitoyens à leurs habitudes social-étatistes ?

Chateaubriand rappelait que « *l'ambition dont on n'a pas le talent est un crime* ». Emmanuel Macron a failli à remplir le mandat de modernisation de la France que lui avaient confié les Français en 2017, et dilapidé la chance historique dont il bénéficiait. Il est vrai qu'il n'est pas facile de transformer la France, dont 57 % de la population touche plus de l'État qu'elle ne contribue. Mais tous les autres pays européens ont réussi à se remettre en question, y compris désormais l'Allemagne qui a entrepris de sauver son industrie et de se réarmer sous l'autorité de Friedrich Merz.

Les Français ont accepté après 1945 des transformations très amples et brutales, puisque le pays s'est industrialisé et urbanisé en moins de deux générations. Ils ne sont pas par nature inaptes à affronter la nouvelle donne du XXI^e siècle. À preuve, les 15 % d'entre eux qui affrontent avec succès la concurrence du grand large ou encore les 2 millions de nos compatriotes qui se sont exilés et qui excellent dans le champ économique comme dans le champ scientifique. À preuve également les succès de la reconstruction de Notre-Dame ou des Jeux olympiques de Paris, obtenus dès lors que la chape de plomb fiscale et réglementaire est levée. On ne peut réformer la France sans moderniser en profondeur l'État. Or Emmanuel Macron s'est contenté de le détruire sans modifier ses structures, ses méthodes et ses règles de fonctionnement. On ne peut réformer la France sans les Français. Or Emmanuel Macron, au lieu de faire la pédagogie de la situation et des efforts, a voulu présider sans eux et les a

entretenus dans la démagogie suicidaire du « *quoi qu'il en coûte* ».

Faut-il s'inquiéter du déficit de la balance agroalimentaire française, phénomène que l'on n'avait pas connu depuis 1978 ?

En 2025 effectivement, le solde agricole français sera tout juste à l'équilibre, voire négatif, pour la première fois depuis près d'un demi-siècle. Cette situation aberrante, tant nous disposons de tous les atouts pour nous affirmer comme une grande puissance agricole, est exemplaire des problèmes de production et de compétitivité français. Depuis 2000, la France a été ravalée du deuxième au sixième rang des exportateurs mondiaux de produits agricoles et du premier au troisième rang en Europe, derrière l'Allemagne et les Pays-Bas. Dans le même temps, les importations ont triplé. Au moment où les risques géopolitiques explosent, la France voit se refermer le piège de la dépendance alimentaire, avec des importations qui assurent le quart de sa consommation.

L'agriculture française meurt de la désintégration et de l'obsolescence de son appareil de production. Sa valeur ajoutée s'est contractée jusqu'à 1,6 % du PIB. Elle ne compte plus que 390 000 exploitations contre 700 000 en 2000 et 10 % d'entre elles sont en faillite. Cette descente aux enfers doit certes à la multiplication des chocs et des crises : le réchauffement climatique ; la multiplication des épizooties ; l'éclatement de la mondialisation ; la guerre commerciale. Mais la raison principale est à chercher dans la politique malthusienne qui a été poursuivie par la France et l'Union, dans la perte de compétitivité liée aux coûts fiscaux et sociaux, dans le blocage de l'innovation provoqué par une bureaucratie et une surréglementation tentaculaires.

Emmanuel Macron a récemment menacé de « *prendre des mesures fortes* » contre Pékin et lancé une campagne contre le traité de

libre-échange entre l'UE et le Mercosur. Peut-on parler de trumpisme « light » ? L'approuvez-vous ?

La situation de la France doit de fait être analysée à la lumière des changements considérables dans l'environnement économique et géopolitique. Comme les autres pays d'Europe, nous devons nous adapter à la fin de la mondialisation et au basculement dans l'âge des empires. Nous faisons face à des États-Unis convertis à la démocratie illibérale par Donald Trump, à la menace existentielle de la Russie de Vladimir Poutine, à l'emprise économique de la Chine de Xi, au ressentiment du Sud en raison du passé colonial. Dans ce monde où la force prime le droit, seule compte la puissance. La grande erreur d'Emmanuel Macron a été de prétendre tenir le discours de la puissance tout en ruinant les moyens de puissance de la France, notamment en aliénant sa souveraineté aux marchés financiers et à nos partenaires européens du fait de la faillite de l'État. C'est la raison pour laquelle il a été ouvertement humilié par Donald Trump en Égypte et par Xi Jinping à Pékin, qui n'a même pas pris la peine de répondre à ses demandes sur la restriction des exportations chinoises vers l'Europe ou sur la guerre d'Ukraine. La France est aujourd'hui inaudible. Elle a perdu toute crédibilité en Europe comme dans le monde en raison de la perte de contrôle de son économie, de ses finances publiques, de sa sécurité ainsi que de l'impuissance de son État obèse. Trump comme Xi ne sont certes pas des modèles à imiter, mais ils disposent de la puissance et s'en servent sans se fixer de limites. Si nous voulons résister aux autocrates et aux tyrans, il nous faut reconstruire la France en tant que puissance. C'est-à-dire prendre le contrepied exact de la politique d'Emmanuel Macron.

Il se dit souvent dans les milieux d'affaires que l'UE permet de limiter les dégâts des mauvais choix économiques faits à Paris. Validez-vous cette analyse ?

Absolument pas. D'abord parce que l'Union a de son côté accumulé de nombreuses erreurs : surévaluation de l'euro,

répression financière, sabordage des télécommunications, de l'énergie, de l'automobile, de l'agriculture et jusqu'à récemment de la défense que la taxonomie verte assimilait à la pornographie... Elle aussi a échoué à s'adapter et à transformer un modèle obsolète, fondé sur la conviction que la paix résulte du droit et du commerce, que la souveraineté peut se partager, que le grand marché peut être régulé par la seule concurrence, que la bureaucratie et les normes sont un facteur de puissance. Ensuite parce que pour la France, l'euro est une protection, mais surtout une malédiction. Sans l'euro, nous n'aurions jamais pu laisser s'effondrer notre appareil de production et dériver nos finances publiques sans être forcés de réagir. À preuve, en 1983, la France s'est trouvée aux portes du FMI en raison de la relance, ainsi que de la distribution de revenus et de droits sociaux non financés en 1981, et a dû se résoudre à effectuer le tournant de la rigueur, alors que le déficit et la dette s'élevaient respectivement à 2,6 % et 26 % du PIB.

Qu'est-ce qui a manqué à Emmanuel Macron pour être un bon dirigeant sur le plan économique ?

Emmanuel Macron a été élu en 2017 à la suite d'un concours de circonstances. Il s'est présenté comme un libéral, un réformateur et un partisan de la société civile. Puis il a présidé comme un étatiste, un centralisateur et un démagogue. Ce qui lui a manqué, c'est d'abord une stratégie claire : le principe du « en même temps » fut un slogan électoral efficace, mais a interdit toute action cohérente, qui suppose une ligne et des choix nets. C'est ensuite la méthode, car il a divisé les Français au lieu de les rassembler. C'est enfin l'armature intellectuelle et morale, car son narcissisme l'a poussé à un nihilisme destructeur pour lui-même, pour son parti et pour la nation.

Ce qui importe désormais pour la France, c'est de tirer toutes les leçons de cette nouvelle *Étrange Défaite*, pour reprendre la formule de Marc Bloch. Notre pays est à un tournant avec, comme en 1958, le choix entre le miracle ou bien la faillite, et un déclassement qui pourrait devenir irréversible. Nous conservons

encore les moyens de notre redressement. Il est en effet ahurissant d'aboutir à pareil désastre avec autant d'atouts. Mais le temps nous est compté. La solution, c'est de faire l'inverse d'Emmanuel Macron. Donner la priorité absolue à la reconstruction de la France comme puissance. Privilégier une thérapie de choc, qui seule peut obtenir des résultats rapides. Réunir les Français autour d'un projet national. Périclès rappelait que « *ce ne sont pas les pierres mais les hommes qui constituent les meilleurs remparts des cités* ». Aux Français de se mobiliser pour relever la France et sauver la République qui n'a jamais été en plus grand danger depuis les années 1930.